

Domaine : **Enseignement supérieur**
Rubrique : Actualité - Université - Politique de site - Financement - Budget

Idex : le PRES de l'université de Lorraine, associé à l'UTT et l'UTBM, présente son projet « IngEXys » gouverné par une FCS

Le PRES de l'université de Lorraine, associé aux deux universités de technologie de Troyes et de Belfort-Montbéliard, a déposé un dossier « idex » fondé sur le thème de l'ingénierie éco-systémique (Integrated eco-systemic engineering) dénommé « IngEXys », vendredi 7 janvier 2010 (AEF n°[143390](#)). « Nous souhaitons devenir une référence nationale et européenne en la matière, d'ici à 2020 », annonce Jean-Pierre Finance, président du PRES lorrain au moment de clore son mandat (AEF n°[142495](#)). « Parler d'ingénierie signifie que nous nous appuyerons notamment sur les écoles d'ingénieurs, à la fois les dix écoles internes des universités lorraines (1), mais aussi sur nos alliés et partenaires que sont les universités de technologie. Mais c'est aussi évoquer une méthode de travail fondée sur les différents domaines d'activités humaines, qu'il s'agisse d'ingénierie de la santé, d'ingénierie de la langue, etc. Et, si nous y avons accolé le terme 'éco-systémique', c'est parce que tout projet d'ingénierie se doit d'intégrer des éléments du contexte : sociétal, environnemental, etc. ». Pour cette candidature, les partenaires visent une dotation en capital de 900 millions d'euros, gérée par une FCS (fondation de coopération scientifique).

« L'objectif est de fonder un regroupement d'excellence dans lequel nous saurons lier technologies et sciences humaines : nous ne sommes pas loin du mot d'ordre des universités de technologie », fait observer Christian Lerminiaux, directeur de l'UTT et administrateur provisoire de l'UTBM (AEF n°[137974](#)). Ainsi, cette alliance réunira deux ensembles destinés à devenir des « grands établissements » au 1er janvier 2012 : d'une part, la future université de Lorraine (issue de la fusion entre l'université Nancy-I Henri Poincaré, l'université Nancy-II, l'INPL et l'UPVM), et d'autre part « l'université technologique de France » (AEF n°[141969](#)).

Pour les UT, le choix de participer à l'« idex » initiée par les universités lorraines remonte à juin 2010. « Nous avons quatre options : soit ne rien faire, soit participer à un projet 'idex' voisin, porté par la Franche-Comté - Bourgogne, ou par la région parisienne, ou par la Lorraine. Ce rapprochement avec la Lorraine n'est pas une alliance de circonstance, mais il s'appuie sur la nature du projet et l'histoire de nos relations. De nombreuses collaborations se sont déjà concrétisées, autour des questions de surveillance, de sûreté et de sécurité des grands systèmes au travers d'un GIS, autour de l'enfouissement des déchets nucléaires au niveau du laboratoire de Bure-Saudron, autour de la pile à combustible et du laboratoire FC Lab à Belfort, ou encore autour des matériaux [les UT participant au projet d'IRT Grand-Est sur les matériaux et les procédés] ».

Voici les principaux axes de cette candidature « idex » :

GOVERNANCE. Cette idex serait gouvernée par une structure juridique dédiée, sous la forme d'une FCS (fondation de coopération scientifique) portée par les trois partenaires fondateurs que sont l'UdL, l'UT et le CNRS, auxquels seront associés une petite dizaine d'autres partenaires (organismes de recherche, collectivités territoriales, entreprises, partenaires sociaux), est-il précisé. Le pilotage opérationnel sera placé sous la responsabilité d'un directeur général, assisté de quatre directeurs (actions d'excellence, actions transformantes, partenariats, gestion des ressources humaines). La fondation reposerait sur un conseil d'administration, un conseil scientifique international et un conseil d'orientation stratégique.

Le conseil d'administration, chargé notamment de nommer le président et de voter le budget, serait composé de 12 membres, relevant de 3 collèges (« celui des universités, l'UdL et l'UT, celui des organismes, dont nécessairement le CNRS, et celui des personnalités extérieures »). Le conseil d'experts, « organe consultatif », serait composé de 6 à 8 membres, personnalités françaises et étrangères reconnues internationalement, nommées par le CA sur proposition du président ; son rôle sera de donner un avis au CA « sur les grandes orientations scientifiques, ainsi que sur les objets constitutifs de l'idex ». Enfin, « le conseil d'orientation stratégique sera composé d'une trentaine de membres, responsables des pôles de recherche et des collègiiums [pour le volet formation], des porteurs des objets labellisés dans le cadre des investissements d'avenir, des représentants des personnels Biatoss et des étudiants, des représentants des VP CS et des VP Cevu des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que de représentants du CNRS ». Ses missions seront « de proposer au CA des choix d'investissements ou d'orientations, en lien avec la thématique portée par l'idex », de « favoriser l'émergence de projets transdisciplinaires » et de « faire le lien entre le monde académique et le monde socio-économique ».

« Dans ce modèle assez resserré, les deux futurs grands établissements universitaires seront au cœur de la gouvernance », observe Christian Lermينياux. « L'important, ce sera l'articulation entre la gouvernance de la FCS et celle des établissements. Les décisions de l'idex engageront les établissements, et ceux-ci, par leurs stratégies, engageront l'idex ».

FINANCEMENT. Le projet IngEXys nécessite 30 millions d'euros annuels supplémentaires (hors labex), qui se traduisent par une demande en capital de 900 millions d'euros. Comme l'indique Christian Lermينياux, « l'effet levier occasionné sera relativement important, de l'ordre de cinq ». « Aujourd'hui, le budget consolidé des deux ensembles se porte à 650 millions d'euros. Si la subvention de l'idex apporte 30 millions, ce qui représente 5 % de ce montant, nous partirions sur un apport annuel des établissements à l'idex de 90 millions, et un apport extérieur de 30 millions d'euros, ce qui représente un montant d'actions total de 150 millions d'euros par an ».

PÉRIMÈTRE D'EXCELLENCE. « Parmi les points de départ, nous voulons dépasser la dichotomie, qui a historiquement séparé les écoles d'ingénieur de l'université. [...] Notre périmètre d'excellence se compose de nos meilleurs laboratoires, soit près d'une quarantaine d'unités de recherche classées A et A +, ainsi que de masters classés A » par l'Aeres, souligne Jean-Pierre Finance. « [Au niveau des formations ingénieurs], le pôle constitué par l'université de Lorraine et l'UT, avec plus de 8 500 élèves ingénieurs et près de 2 050 ingénieurs diplômés par an [8 % du total national], représente le 3e rassemblement de formations d'ingénieurs en France », précise Christian Lermينياux.

Le projet d'idex s'inscrit « dans la lignée » des autres candidatures aux appels à projets « investissements d'avenir » : au total, les établissements ont déposé ou participent à 9 dossiers équipex, 9 projets labex (dont deux portés par d'autres régions), un IRT Grand-Est autour des matériaux, un IHU (AEF n° [140151](#)), trois projets d'IEED (dont l'un picard), deux projets d'infrastructure de santé et un projet de plate-forme mutualisée. Les universités de Lorraine et leurs partenaires sont aussi en train de structurer un projet de Satt à l'échelle du Grand-Est (Lorraine, Franche-Comté, Champagne-Ardenne et Bourgogne).

STRATÉGIE GLOBALE. « Au-delà du thème retenu [l'ingénierie éco-systémique], notre seconde ambition est d'abolir les barrières, de faire fonctionner les projets de manière plus transversale, en promouvant le concept d'intégration », explique Jean-Pierre Finance. La stratégie suivie s'articulera autour de trois « objectifs politiques » : « renforcer l'excellence, en matière de recherche et de formation, [...] avec l'objectif de former plus de 10 % des ingénieurs en France », « développer une démarche intégrative et transformante » (« à quatre niveaux : entre les champs disciplinaires ; entre les acteurs académiques et économiques, entre universitaires, étudiants et citoyens ; entre la formation et la recherche ; entre les modalités de notre action, fondamentale, technologique, finalisée ») et « amplifier notre rayonnement international, [...] ce qui implique une reconnaissance à l'horizon 2020 ».

Ainsi, dans le domaine de la formation en particulier, « nos orienterons notre action suivant trois directions : cohérence, innovation et intégration », est-il indiqué dans le projet remis au ministère. « La création de nouvelles filières ou l'évolution de filières existantes se feront en cohérence avec la politique scientifique. [...]. L'innovation portera sur les contenus, les méthodes et les outils, [...] avec une prise en compte plus déterminante du volet 'vie étudiante'. L'intégration reposera sur la création de parcours multidisciplinaires, sur la mobilité et sur la valorisation d'expériences hors du cadre académique strict. Une de nos ambitions stratégiques est de montrer que la synthèse des deux modes, université et écoles, est non seulement possible, mais surtout constructive et efficace ». « A titre d'exemple, nous souhaitons faire évoluer progressivement les masters, en sortant du trop disciplinaire pour privilégier une approche majeure - mineure », indique Jean-Pierre Finance. Et Christian Lermينياux, d'interroger : « quels sont les bons aspects des formations ingénieurs, à utiliser comme modèles en matière de formation, au niveau licence ou doctorat ? ».

PROJET. Le projet « IngEXys » repose sur trois types d'actions : « les labex et les projets scientifiques émergents », « des actions intégratives, sociétales et économiques », « et enfin des dispositifs de production, d'appui et de transformation ».

Précisant les « actions » envisagées, Jean-Pierre Finance souligne la nécessité « de concrétiser le trait d'union entre ce qui est produit à l'université et ses conséquences dans la société ». « Pour cela, les 6 projets sociétaux suivants ont été identifiés, accompagnés d'une palette de moyens correspondants [plates-formes technologiques, nouvelles formations, etc.] : 'énergie responsable, énergie durable', avec l'ambition d'être leader européen sur l'optimisation de l'efficacité énergétique dans l'industrie, 'ressources partagées, bio-ingénierie, santé et environnement', 'savoirs sans frontières et informations partagées', 'mise en société des risques et des incertitudes', et 'démonstrateur villes et territoires durables' ». « Pour ce dernier axe, nous voulons fédérer les dynamiques académique et sociétale, en utilisant la position de Nancy comme ville expérimentale de la durabilité [celle-ci faisant partie du réseau européen de villes durables] », indique le président de l'université Nancy-I Henri-Poincaré.

Au-delà, les partenaires se proposent d'étendre à l'avenir le périmètre de l'excellence, en recourant à plusieurs « dispositifs » : un BIP (bureau d'innovation pédagogique), un laboratoire des solutions pour la vie étudiante (insertion, etc.), un bureau de la mobilité, un point d'entrée unique pour le monde socio-économique, etc.